



2^{ème} réunion du Groupe de travail Genre
Lundi 15 janvier 2020, 15h – 16h30, Zoom

Compte-rendu

Liste des participant.e.s disponible à la fin du document.

I. Plénière

1. Mot d'accueil par **Élise Pereira-Nunes**, Présidente du groupe de travail Genre de Cités Unies France et Déléguée aux Relations internationales, aux réseaux de villes, aux jumelages et à la francophonie de la ville de Tours

Souhaite la bonne année et la bienvenue à toutes les personnes participant à cette deuxième rencontre du groupe de travail Genre.

La présidente est revenue sur l'actualité de l'égalité des genres dans le monde avec :

- La hausse des violences sexuelles et sexistes lors du reconfinement (60% d'appels de victimes en plus en France par rapport à la période « pré-Covid ») ;
- La légalisation de l'avortement en Argentine, fin 2020, au terme d'une longue bataille ;
- L'élection de la première femme vice-présidente des États-Unis, Kamala Harris ;
- Le tollé médiatique récent au Portugal suite aux remarques sexistes d'un candidat à la présidentielle concernant le "rouge à lèvres" de sa concurrente.

Lors de la première réunion, des thématiques prioritaires avaient été identifiées (par ordre de priorité ou *ex aequo*) : la lutte contre les violences sexuelles et les discriminations de genre, la nécessité de représentation des femmes dans la sphère publique, l'autonomisation économique et la santé et les droits sexuels et reproductifs. Les collectivités territoriales ont également exprimé leurs attentes, se situant d'abord majoritairement sur l'échange de bonnes pratiques, puis sur le plaidoyer, la recherche de partenariat et enfin la formation.

Pour répertorier les activités, l'expertise et les pratiques existantes de la coopération décentralisée en la matière, **Cités Unies France lance une enquête** : les collectivités territoriales sont invitées à y répondre jusqu'au **15 mars 2021** (en savoir [plus](#)).

Pour mener des actions concrètes pour l'égalité des genres, les collectivités peuvent s'appuyer sur de grandes manifestations locales, nationales ou internationales. Parmi elles, dans les mois à venir :

- **11 février** : Journée internationale des femmes et des filles de sciences
- **8 mars** : Journée internationale des droits des femmes
- **15 – 26 mars** : La commission de la condition de la femme auprès de ONU Femmes
- **29 – 31 mars** : Forum Génération Égalité au Mexique
- Puis **semaine du 7 juin** : Forum Génération Égalité en France
- **29 juin** : Rencontres de l'AICT de Cités Unies France
- **Septembre** : journées du matrimoine
- **11 octobre** : Journée internationale de la fille
- **25 novembre** : Journée internationale contre les violences faites aux femmes

➤ **Geneviève Sevrin**, Directrice Générale de Cités Unies France (CUF)

L'égalité est un enjeu de mise pour l'ensemble de la coopération décentralisée et internationale. C'est un axe privilégié de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) et de sa secrétaire générale actuelle, Emilia Saiz. Il serait intéressant d'inscrire les travaux du groupe dans cette dynamique plus large et apprendre des autres collectivités à l'international.

Cités Unies France attache une grande importance à ce que la thématique soit toujours plus transversale aux différents groupes de travail et veille à la parité de l'expertise lors des événements (RAICT, assises, etc.). Le groupe thématique Genre fera aussi l'objet d'un atelier croisé avec le groupe Sahel.

2. Grand témoignage par **Christine Moro**, Ambassadeur de la Délégation pour l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales (DAECT)

Remercie l'ensemble des participants et salue la constitution de ce groupe.

Depuis mars 2018, la France affirme mettre en marche une diplomatie féministe et le MEAE a adopté une stratégie internationale en matière d'égalité femmes-hommes. La DAECT s'inscrit pleinement dans cette dynamique, aussi bien au niveau interne (chartre du temps, conciliation de la vie privée) qu'externe.

La DAECT relaie les efforts des collectivités territoriales en mettant en valeurs des coopérations fructueuses dans ce domaine [1] dans le but d'inciter d'autres collectivités à s'engager et multiplier ce type de projets sur le territoire. Les efforts déjà existants au niveau local, notamment au travers différentes chartes (Charte européenne pour l'égalité ; Pacte Afrique-Europe pour l'égalité) doivent être encouragés et poursuivis.

Un marqueur genre a été mis en place dans les formulaires des appels à projets et la thématique est considérée comme prioritaire, voire explicitement intégrée (ex : appels à projets du Maroc et du Sénégal). Elle a toute sa place dans l'appel à projet généraliste (ouvert jusqu'au 31 mars), mais aussi pour les appels à projets jeunesse et sport.

Les projets de coopération décentralisée portant sur le genre sont passés de 7 en 2017 à 16 en 2019, avec la multiplication par 10 du co-financement consacré à la thématique sur la même période.

Des discussions sont actuellement en cours avec Delphine O, Ambassadrice et Secrétaire Générale du Forum Génération Égalité (FGE) pour voir comment intégrer les collectivités territoriales françaises au FGE en juin (piste d'événements parallèles au Forum).

Pour rappel : le guide opérationnel de la coopération décentralisée a une rubrique genre (p. 58-59) et le replay du webinaire du 18 novembre dernier dédié est toujours accessible en ligne. [2]

3. Présentation de la Plateforme Genre et Développement par Yveline Nicolas

Se réjouit de la progression de la question ainsi que de la constitution de ce groupe.

La Plateforme Genre et Développement [3] est un forum créé par le MEAE en 2006, alors que la France s'intéressait à l'approche du genre en coopération internationale. Il s'agit d'un lieu qui favorise la concertation, l'échange de pratiques et le suivi des politiques en matière de genre et de développement entre les pouvoirs publics et les organisations de la société civile française.

La Plateforme est ouverte à tout type d'acteurs (ONG, associations, recherche) dont les collectivités territoriales, peu présentes jusqu'ici.

- La plateforme contribue à l'élaboration des documents d'orientation stratégique (Égalité femmes-hommes 2018-2022) ;
- Elle crée une interface d'échange d'informations à laquelle tous peuvent contribuer. Les ressources, comptes-rendus et autres recommandations sont disponibles en ligne. On peut trouver des outils pédagogiques comme le guide méthodologique pour l'intégration du genre dans les projets de coopération décentralisée de l'AFCCRE ;
- Elle centralise également les politiques publiques du MEAE sur le genre à l'international.

Des rencontres ouvertes ont lieu une à deux fois par an (bien qu'elles aient été interrompues suite à la crise sanitaire) et plusieurs réunions/ateliers sont organisés sur des thématiques telles que "genre et climat" ou "comment mieux intégrer les approches des masculinités dans l'égalité femmes-hommes". Toutes les collectivités territoriales sont invitées à rejoindre la Plateforme GED. Pour être inscrit sur la liste, vous pouvez écrire à l'adresse : coordination@genre-developpement.org

Pour information, la plateforme entre actuellement en phase d'évaluation et de capitalisation, après plusieurs années de travaux.

➤ **Élise Pereira-Nunes**, présidente du groupe de travail Genre de Cités Unies France

Remercie Yveline Nicolas d'avoir soulevé la question des masculinités, véritable enjeu de l'égalité des genres, alors qu'une minorité d'hommes s'approprié la question. Elle pourrait faire l'objet de discussions ultérieures pour le groupe.

II. Travaux de groupe

La seconde partie de la réunion s'est déroulée en deux ateliers de réflexion distincts (~30 personnes dans chaque) avec, à l'issue, une restitution des échanges et des outils identifiés comme stratégiques.

1. Atelier de réflexion : La lutte contre les violences faites aux femmes et les discriminations de genre
 - **Ernestine Ronai**, Responsable de l'Observatoire départemental de Seine-Saint-Denis des violences envers les femmes, présidente de la commission nationale sur la lutte contre les violences faites aux femmes

Les collectivités territoriales ont un rôle essentiel à jouer dans la prévention, l'accompagnement et la protection des femmes, aux niveaux local et international, où elles demeurent le premier lieu de proximité. Il y a une nécessité partagée à travers le monde de coordonner les moyens parfois restreints de lutte contre les violences, d'où l'importance de mettre sur pieds des partenariats.

Il existe en Seine-Saint-Denis un Observatoire départemental des violences envers les femmes et au total, 22 à travers la France, à tous les niveaux (local, départemental, régional). Le conseil départemental menait déjà des projets spécifiques en coopération décentralisée sur la lutte contre les violences via son observatoire (formation de personnels, sensibilisation communautaire, aide au diagnostic...) notamment avec l'île de Ngazidja, aux Comores. Dans le cadre de son projet avec l'AFD, ce travail sera développé pour les coopérations décentralisées avec les Comores, le Vietnam et la Palestine. L'un des principaux objectifs est de pouvoir faire un état des lieux précis de l'ampleur des violences d'une part, et des ressources déjà existantes de l'autre, afin de développer à terme des observatoires locaux efficaces. L'intérêt de ces observatoires est aussi de mettre à égalité tous les types d'intervenants autour d'une même table pour qu'ils puissent mutualiser les efforts mais aussi évaluer les dysfonctionnements possibles des actions.

Pistes d'outils : méthode de ce "double" état des lieux, guide/échange sur la mise en œuvre d'observatoires. Il existe un guide sur le sujet de la mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains. [\[4\]](#)

La Seine-Saint-Denis préside aussi la Commission Inclusion Sociale, Démocratie Participative et Droits Humains de CGLU dans lequel elle souhaite s'impliquer, avec les autres collectivités, sur la question des violences.

- **Carole Mercier Joyeux**, Adjointe au Chef du service, Responsable Tunisie et Palestine, Conseil Départemental de Loire-Atlantique

Sur cette thématique, le Conseil départemental de Loire Atlantique a une action de coopération depuis deux ans en Tunisie, en Palestine et au Maroc. Il s'agit plutôt d'un travail avec les associations, où des formations aux techniques d'écoute et de plaidoyer ont lieu.

Un premier pas avant les observatoires peut être la charte locale, pour identifier les acteurs et mettre en œuvre des procédures communes (même si celle-ci a des limites) car elle donne de grandes lignes importantes et elle est plus facile à mettre en place.

Insiste sur la nécessité de former le personnel à tous les niveaux sur la question, formations parfois même plus efficaces lors d'échanges Sud-Sud. Enfin, identifier les relais juridiques locaux et former sur la réglementation et le droit est essentiel.

→ Idée du groupe : mettre en place des chartes définies dans le temps pour être opérationnelles et soumises à une analyse postérieure.

- **Maty Diouf**, Adjointe au Maire, Déléguée à la Lutte contre les discriminations, au Droit des femmes, aux Actions humanitaires et à la solidarité internationale, Ville de Nice

En plus de la charte européenne et de la création d'un observatoire des femmes victimes de violences à Nice, il y a aussi un véritable plan d'action (2020-2026) du mandat en cours en la matière, en lien notamment avec le département.

La ville a des "schémas départementaux" où dialoguent les différentes associations et institutions, et en cette période, les groupes de parole rassemblant les acteurs ont été maintenus grâce à la visioconférence. Des binômes homme-femme ont aussi été créés pour travailler sur l'intégration du genre et sur la lutte contre le harcèlement sexuel au travail.

Il est fondamental de pouvoir identifier les personnes ressources au niveau local.

→ Élise Pereira Nunes rappelle l'importance de pouvoir identifier les personnes ressources au niveau local et de répertorier ces leviers à travers de l'enquête de CUF pour créer une "boîte à outils" accessible au groupe. Ernestine Renai souligne quant à elle l'importance des protocoles comme outil de prévention pour le bien-être au travail.

- **Sylvain Segal**, Responsable de la mission égalité laïcité et coopération internationale, Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine

Le Département d'Ille-et-Vilaine a lui aussi un plan d'action local :

- Voudrait échanger sur l'égalité femmes-hommes et les violences faites aux femmes pour mieux répondre à la problématique dans le cadre de ses coopérations avec le Maroc, la Roumanie, voire le Mali.
- Recherche des exemples d'actions menées spécifiquement avec des partenaires de coopération internationale dans ces pays et au-delà.

- **Guy Devaud**, Responsable de la commission Ségou du Comité des Jumelages Angoulême – Villes Étrangères, Chargé des projets de coopération santé et genre

Angoulême travaille depuis cinq ans sur l'excision et depuis janvier 2020 sur la thématique du mariage forcé et du mariage précoce avec Ségou (Mali) et ce d'abord au travers d'associations locales. Question : y a-t-il des Observatoires au Sahel ?

→ Il n'existe pas d'Observatoire au Mali pour le moment mais cela peut faire l'objet de futurs travaux. Comme annoncé plus tôt, un atelier croisé Genre et Sahel aura bientôt lieu.

- **Laurence Dallard**, Conseillère Municipale Déléguée Égalité Femmes/Hommes, Lutte contre les discriminations, Conditions de travail et Santé, Ville de Valence

Valence s'est inspirée de Nice pour mettre en place des appartements relais dont l'objectif est de mettre à l'abri les femmes victimes de violences conjugales. La ville a aussi créé un "collectif égalité", dont le travail s'apparente à celui d'un observatoire en devenir, et organise des groupes de travail (2 fois tous les 3 ans) sur la santé et l'emploi.

Se dit intéressée par les personnes ressources mais aussi les formations/sensibilisation possibles au sein du groupe Genre de Cités Unies France.

2. Atelier de réflexion : La représentation des femmes dans l'espace public (*compris ici comme la vie publique au sens large*)

- **Delphine Langlade**, Chargée de mission, Conseil Régional de la Nouvelle-Aquitaine (CRNA)

Une des actions du CRNA à Madagascar a pour objet le renforcement de la présence des femmes dans l'espace public. La région est en coopération avec la région Itasy, une petite région en zone rurale, au centre de l'île. Depuis 2013, le CRNA appuie à la maîtrise d'ouvrages des communes avec des projets en eau et assainissement, poursuivis à partir de 2018-2019 via une réponse à appel à projet de l'Union Européenne (UE). Cet appel à projet avait pour objet de promouvoir un développement inclusif, visant la promotion de l'égalité et de l'équité sociale entre les femmes et les hommes ainsi que la bonne gouvernance locale pour la promotion des services de base de qualité. Le CRNA y a répondu avec une ONG, Initiative Développement, basée à Poitiers et présente à Madagascar.

Les caractéristiques du projet sont les suivantes :

- Durée : 3 ans ;
- Budget : 1 million d'euro ;
- Zone d'intervention : 4 intercommunalités qui regroupent 15 communes ;
- Objectif : Amélioration de la gouvernance locale en favorisant l'appropriation à la décentralisation par la population et la société civile.

Les femmes constituent un groupe cible très important de ce projet. L'animation de territoires est un levier pour promouvoir la citoyenneté et la capacité des populations, et notamment des femmes à réfléchir et à choisir ensemble ce qui leur est prioritaire.

Concrètement, le CRNA travaille à renforcer les associations féminines (nombreuses de par la multitude de projets et programmes s'étant succédés au fil des années, ayant eux-mêmes créés des associations de femmes) à travers un dispositif de financement d'initiatives locales :

- Le CRNA lance un appel à manifestation d'intérêt destiné aux associations féminines ;
- Par rapport aux associations qui se sont manifestées : formation au leadership, à la gestion de projet et aux problématiques de genre ;
- Le CRNA lance un appel à projet destiné à ces dernières : elles postulent pour des financements entre 500 à 750 € afin de mettre en œuvre un projet lié au domaine de l'eau et de l'assainissement.

L'objectif est que les femmes se fassent entendre auprès des élus des communes pour que :

- Leurs besoins soient mieux compris ;
- Leurs actions soient visibles de la part des populations dans leur globalité (ce qui amène les populations à changer leur regard sur les femmes) et pour les femmes elles-mêmes.

Des actions de sensibilisation à la citoyenneté qui intègre la dimension genre sont également mises en place pour l'ensemble de la population. Avant ces sensibilisations, le CRNA a fait faire une étude anthropologique sur la prise en compte des concepts de développement local, qui inclue les problématiques de genre. L'idée étant d'encourager la représentation des femmes dans les espaces de concertation au niveau local.

En parallèle, le CRNA a reçu la candidature d'un couple de chercheurs de l'Université de Bordeaux Montaigne, du laboratoire des Afriques dans le monde, qui a souhaité mener un programme de recherche-action sur les projets de coopération du CRNA à Madagascar et au Sénégal afin d'analyser les freins, de mesurer l'intégration de la problématique de genre dans ces

projets et les leviers à actionner pour une meilleure prise en compte de l'égalité femmes-hommes dans ces projets. Cette recherche-action, financée par le CRNA, s'appelle Arpège. Les chercheurs vont interroger la manière dont le CRNA, les ONG partenaires et les partenaires locaux, perçoivent le genre et la manière dont le CRNA l'intègre concrètement dans ses actions et ses postures. Ils vont beaucoup travailler avec les équipes projet afin d'analyser et de co-construire, par l'expérimentation, de meilleures façons de faire.

Cette recherche-action n'était pas prévue au début du projet, mais s'y est greffée, et ça sera très intéressant d'avoir un suivi-évaluation au fil de l'eau des actions que le CRNA va mener.

➤ **Aude Sivigny**, Chargée de mission, Ville de Tours :

Le côté pluri acteurs du projet du CRNA très intéressant, ainsi, les collectivités territoriales française et malgache, les associations, une Université et une équipe de chercheurs sont impliqués. Comment cela s'est construit ? Comment, en tant que collectivité, le CRNA a réussi à agréger ces différents acteurs et ces différentes forces autour de la démarche ?

➤ **Delphine Langlade**, Chargée de mission, CRNA :

Les acteurs centraux sont véritablement la région Itasy et le CRNA à travers leur coopération décentralisée. Travailler au renforcement institutionnel du partenaire malgache depuis le démarrage de la coopération a permis au CRNA de travailler de facto en multi-acteurs, c'est-à-dire, avec la région, mais aussi avec les communes, les intercommunalités de cette région et donc avec les élus et les populations de ces territoires. Le CRNA travaille jusqu'au niveau infra communautaire puisqu'il est en lien avec les structures de concertation locale (type quartier) et les associations locales.

Le CRNA met en œuvre ces projets sur le terrain via des ONG. L'évaluation d'un premier projet, réalisé avec une ONG, a montré des pistes d'amélioration. Le CRNA a demandé à ID (avec la fusion des régions, Poitiers s'est retrouvée dans la région NA – qui veut, dans la mesure du possible travailler avec des acteurs de son territoire) de faire un diagnostic pour voir comment le CRNA pouvait poursuivre le projet.

Le projet a ensuite été co-construit pour répondre à l'appel à projet OSC-AL Madagascar de l'Union Européenne. Le projet est également financé par le MEAE français (via l'AAP ville durable en Afrique) et l'Agence de l'eau de Haute-Garonne.

La force de ce projet est liée à l'existence d'une coopération décentralisée de 10 ans, à une présence importante déjà sur place et donc à une bonne connaissance du terrain et de la manière dont les choses fonctionnent.

➤ **Geneviève Sevrin**, Directrice Générale, Cités Unies France :

Ce projet est intéressant dans la manière dont il est mené, notamment par la question du pluri acteurs, impulsée par les collectivités.

Nous évoquions tout à l'heure l'Argentine, ayant voté favorablement au droit à l'avortement. Il existe une dynamique importante de mouvements féministes en Argentine. Comment cela peut découler sur les projets en Amérique latine ? Dans les projets que mène le Conseil Départemental de la Vienne avec l'Argentine, la question du genre ou du travail spécifique avec les femmes est-elle abordée ?

➤ **Sybil Pécriaux**, Conseillère Départementale, Conseil Départemental de la Vienne :

La position de la femme est bien reconnue dans la province de Jujuy, notre partenaire argentin. Le département a souvent des interlocutrices (femmes) au niveau de la gouvernance du territoire.

Il n'existe pas d'actions spécifiques par rapport aux femmes dans cette coopération décentralisée. Les partenaires étrangers peuvent également être inspirants pour les collectivités françaises.

➤ **Mélanie Ceran**, Chargée de projet, Conseil Départemental du Val-de-Marne :

Beaucoup d'organismes gouvernementaux se saisissent de ces questions-là, il y a une vraie dynamique au Salvador. La demande d'accompagnement est venue des partenaires et avait pour objet de poursuivre le travail en cours sur l'insertion à l'emploi des femmes et de les aider à mettre en place des ateliers de paroles entre femmes, notamment sur les questions de violence, de dignité, de confiance en soi... Le co-financement est assuré par le MEAE.

Au sein de la Direction des affaires européennes et internationales du département, un cycle de réunions/formations sur les questions du genre a débuté à la fin de l'année dernière et permet d'avoir le même niveau d'information entre collègues. Ex : intervention d'une doctorante sur les enjeux du genre au niveau mondial, européen et également sur le public migrant. Cela permet de savoir comment appréhender la question du genre avec les partenaires et d'être en capacité d'avoir un véritable dialogue entre partenaires. Des difficultés/craintes ont été soulevées pour aborder certains sujets, tels que l'avortement, notamment avec les partenaires du Salvador à propos de protection maternelle et infantile. La prochaine étape est de mettre en place une formation en interne destinée à toutes les équipes car la Direction des affaires européennes et internationales n'est pas la seule à travailler à l'international.

➤ **Claudia Meschede**, Chargée de mission, Ville de Mulhouse :

Pour le moment, dans les coopérations menées entre la ville et ses partenaires, la question de la femme n'est pas un sujet particulièrement identifié, ni dans les montages de projet en cours. La ville travaille beaucoup sur le thème de la participation citoyenne, elle est par conséquent vigilante à l'intégration de la population et des différents acteurs de la population.

Dans un projet avec l'Algérie, Europed, 3 collectivités territoriales françaises travaillaient avec leurs homologues partenaires à intégrer des conseils de jeunes dans les collectivités algériennes. Certaines associations insistaient à ce que les femmes et les filles participent à ces instances, mais ce n'était pas une partie mise en exergue dans le projet.

Le témoignage de Madagascar est très intéressant, à suivre plus en détails !

➤ **Aude Sivigny**, Chargée de mission, Ville de Tours :

Qu'est-ce qui serait déclencheur pour vous, pour la collectivité ? Quel est le chaînon manquant ? Quel est le sujet qui ferait basculer pour que cette question du genre, de l'égalité femmes-hommes soit pleinement investie dans vos coopérations décentralisées ? Est-ce une question de volonté ou d'écho chez le partenaire étranger – quel qu'il soit ? Ou plutôt de ressorts internes ?

- **Claudia Meschede**, Chargée de mission, Ville de Mulhouse : Il faudrait qu'il y ait une concertation plus importante des élu.e.s concerné.e.s par cette thématique, qu'ils croisent leurs intérêts et montrent comment cela peut se traduire dans la coopération internationale. Dès lors que l'intérêt est visible au niveau local, c'est plus facilement transposable et identifiable pour nos partenaires.
- **Sybil Pécriaux**, Conseillère Départementale, Conseil Départemental de la Vienne : Une vraie prise de conscience est notable, mais la prise en compte du genre dans les projets de coopérations décentralisées n'est pas encore un automatisme.
- **Delphine Langlade**, Chargée de mission, CRNA : Il manque le volet formation, c'est ce que nous observons au CRNA entre chargé.e.s de mission. La suite est de se former afin

d'être accompagné.e.s sur les projets en cours et savoir comment intégrer une meilleure prise en compte du genre dans ces projets.

- **Élisabeth Maalem**, Conseillère déléguée, Ville de Colomiers : Pour l'instant, l'investissement sur la question du genre se fait dans le champ de la proximité, via les services égalité femmes-hommes. Sur la coopération internationale, cela va demander de mettre en place d'autres leviers.
- **Véronique Tabarly**, Chargée de mission, Conseil Régional Occitanie : La région travaille à intégrer la notion de genre dans ses accords de coopération. Bien que le secteur égalité femmes-hommes ait pris plusieurs décisions au sein de collectivité, le sujet avance lentement. La création de ce groupe de travail et mettre en place une information/formation collective pourrait nous aider à être plus juste et plus efficace dans le rôle que nous avons de faire avancer la prise de conscience et cette volonté de la part des élu.e.s. La présidence du groupe-pays Chine est assurée par une de nos conseillères régionales. Il n'y a pas de volonté pour le moment de mettre en avant cette thématique précisément, mais nous avons intérêt à faire croiser les géographies et cette thématique.
- **Fleur Ferry**, Conseil Départemental de la Seine-Maritime : Personne n'est opposé à ce que l'on prenne en compte le genre dans les projets, cependant la demande n'est pas franche. Parler davantage des outils et des bénéficiaires à prendre en compte le genre dans les projets pourrait donner plus de force à la thématique. Il faudrait que les informations et outils soient mieux partagés en interne.

➤ **Aude Sivigny**, Chargée de mission, Ville de Tours :

Lors de la réunion de décembre 2020 du groupe thématique Genre, les collectivités adhérentes de Cités Unies France ont parlé de dialogue entre le local et l'international. Ce qui se fait à l'international peut nourrir nos propres dynamiques en local avec nos écosystèmes. Nous sommes dans cette logique de développement durable qui s'applique à tous – ensemble.

Est-ce que cette proposition, de bénéficier ensemble de sessions de formation / sensibilisation / conscientisation, vous paraîtrait pertinente ? → OUI.

3. Restitution par les rapporteurs

➤ **Zoé Cerruti**, Conseil départemental de Seine-Saint-Denis

Cinq points principaux sont revenus :

1. Le modèle des observatoires des violences envers les femmes, qui existe déjà dans 22 collectivités françaises dont la Seine-Saint-Denis et qui permet la mise en réseau de différents acteurs clés des territoires (police, justice, hôpitaux, associations).
2. Les chartes pour débiter un processus commun, avec l'importance de faire vivre les mots et ne pas rester simplement un engagement sur le papier. Elles pourraient alors s'inscrire dans des temps définis (ex : 3 ans).
3. La fonction cruciale de la formation pour les professionnelles (fiches, séminaires) à l'étranger et localement
4. Cibler les personnes ressource sur les territoires
5. Mise en place d'un protocole interne sur la mise en place du harcèlement dans nos propres collectivités

➤ **Élisabeth Maalem**, Conseillère municipale déléguée en charge du Comité technique « Égalité femmes-hommes, lutte contre les discriminations et pour les droits humains »

Coopération internationale ; intégrer les problématiques femmes-hommes

- Problématique locale, femme peuvent développer prise de parole et citoyenneté. Donner leurs avis
- Réflexion académique : études bordeaux Montaigne. Comment analyse freins et leviers pour œuvrer dans le sens de l'égalité femmes/hommes. Bonnes pratiques
- Travailler en commun. Élus s'approprient les problématiques. Sensibilisation, travail de formation

III. Conclusion de la réunion

➤ **Élise Pereira-Nunes**, présidente du groupe de travail Genre de Cités Unies France

Remercie les nombreuses participantes et participants à cette réunion (plus de 60 personnes), mobilisés pour faire avancer la question du genre en coopération décentralisée. Pour information, le format des réunions ne sera pas toujours le même et les ateliers pourront éventuellement être allongés (1h ?) lors des prochaines rencontres.

Rappelle que **l'enquête du groupe Genre est à remplir avant le 15 mars**, après la journée internationale des droits des femmes, pour que nous puissions discuter des actions menées dans nos collectivités. Cette enquête est fondamentale pour le travail entre collectivités.

Toute suggestion (intervenant, thématique etc.) et toute question sont les bienvenues. Le cas échéant, veuillez-vous référer à Zoé Courboin, Chargée de mission Océan Indien, Amérique latine et Caraïbes et Référente Genre : z.courboin@cites-unies-france.org ; et Alice Jürgens Rios, Stagiaire au service Animation géographique et thématique : a.jurgensrios@cites-unies-france.org

Liste des participant.e.s à la Réunion Genre du 25.01.21

Organisme	NOM	Prénom	Fonction
Adequations_Plateforme Genre et Développement	NICOLAS	Yveline	Coordinatrice de l'association
Association AGIRabcd	ZEJGMAN	Martine	Délégation Internationale, coopération décentralisée
Association CODATU	MENÉ	Noémi	Assistante cheffe de projet
Association Senan	BAJT	Arielle	Présidente
Cités Unies France	COURBOIN	Zoé	Chargée de mission Océan Indien, Amérique latine et Caraïbes, Référente Genre
Cités Unies France	JURGENS RIOS	Alice	Stagiaire au service animation géographique et thématique
Cités Unies France	KOUKOU	Constance	Cheffe du service animation géographique et thématique
Cités Unies France	SEVRIN	Geneviève	Directrice
Collectivité de Corse	GUIDICELLI	Lauda	Conseillère exécutive en charge de l'égalité femme homme
Collectivité de Corse	LUCIANI	Antonia	Collaboratrice
Conseil Départemental de la Seine-et-Marne	SOSINKI	Sandrine	Conseillère départementale
Conseil Départemental de la Vienne	PECRIAUX	Sybil	Conseillère Départementale
Conseil Départemental de Loire-Atlantique	DA SILVA FERREIRA	Yolande	Agent de gestion administrative et comptable
Conseil Départemental de Loire-Atlantique	MERCIER-JOYEUX	Carole	Adjointe au Chef du service, Responsable Tunisie et Palestine
Conseil Départemental de Seine-Maritime	FERRY	Fleur	Responsable de la cellule coopération internationale
Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis	CERRUTI	Zoé	Observatoire des violences envers les femmes du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis
Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis	RONAI	Ernestine	Responsable de l'Observatoire départemental de lutte contre les violences faites aux femmes, présidente de la commission nationale sur la lutte contre les violences faites aux femmes
Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis	FRICAUDET	Magali	Responsable du Service International
Conseil Départemental des Yvelines	GRIMOULT	Aubéri	Chargée de mission Coopération internationale
Conseil Départemental des Yvelines	VIALAY	Camille	Chargée de projets – Chine, Corée du Sud et Russie
Conseil Départemental d'Ille-et-Vilaine	SEGAL	Sylvain	Responsable de la mission égalité laïcité et coopération internationale
Conseil Départemental d'Ille-et-Vilaine	SALAUN	Pauline	Chargée de mission Egalité femmes-hommes et laïcité
Conseil Départemental du Val-de-Marne	CERAN	Melanie	Chargée de projet
Conseil Départemental du Val-de-Marne	MARA	Fatoumata	Stagiaire
Conseil Régional de la Nouvelle-Aquitaine	LANGLADE	Delphine	Chargée de mission
Conseil Régional de Île-de-France	MAY	Pauline	Chargée de mission Asie et Océan indien
Conseil régional du Centre-Val de Loire	FREMINET	Sandrine	Chargée de mission Europe et solidarité internationale
Conseil Régional du Grand-Est	SYLLA	Jessica	Chargée de la solidarité internationale
Conseil Régional Occitanie / Pyrénées-Méditerranée	TABARLY	Véronique	Chargée de mission
DAECT/MEAE	MORO	Christine	Ambassadeur, Déléguée pour l'action extérieure des collectivités territoriales
France Volontaires	DE MARCH	Michel	Chargé de mission territoria
GESCOD	CLASQUIN	Marion	Volontaire Service Civique
GESCOD	RAZALI	Nawel	Volontaire en Service Civique
Ville de Saint-Denis (La Réunion)	KICHENAMA	Guillaume	Conseiller Municipal Délégation : Egalité femme/homme, handicap, fraternité et LGBT

Métropole Nice Côte D'Azur	MORETTI	Florence	Chargée de mission
Montpellier Méditerranée Métropole	HART	Clare	Vice-présidente, déléguée au Rayonnement international et à la Coopération européenne
Réseau régional multi-acteurs des Pays de la Loire	PRUDHOMME	Marion	Chargée de mission
Université de Lille	HUYGHE	Alice	Étudiante
Ville d'Angoulême	DEVAUD	Guy	Responsable de la commission Ségou du Comité des Jumelages Angoulême – Villes Etrangères / Charge des projets de coopération santé et genre
Ville d'Autun/CC du Grand Autunois Morvan	DARROUX	Gilbert	Conseiller municipal chargé de l'Écologie et de la Coopération décentralisée/Chargée de coopération
Ville de Bondy	GUERRAZ	Anne-Céline	Chargée de mission égalité femme-homme
Ville de Cherbourg-en-Cotentin	TOLLEMER	Estelle	Chargée des relations internationales
Ville de Colomiers	MAALEM	Élisabeth	Conseillère déléguée
Ville de la Rochelle	MADELAINÉ	Martine	Adjointe à l'Enfance, le jeunesse et le périscolaire
Ville de Lanester	RIOU	Patricia	Conseillère Déléguée à l'identité bretonne, à l'accessibilité et à l'égalité femmes/hommes
Ville de Lille	L'HOSTE	Claire	Chargée de mission Relations Internationales
Ville de Mulhouse / Mulhouse Alsace Agglomération	MESCHEDE	Claudia	Chargée de Mission
Ville de Nice	DIOUF	Maty	Adjointe au Maire, Déléguée à la Lutte contre les discriminations, au Droit des femmes , aux Actions humanitaires et à la solidarité internationale
Ville de Noisy-le-Sec	LOUET	Sandrine	Conseillère municipale déléguée à l'égalité Femmes-Hommes, aux discriminations et aux violences faites aux femmes
Ville de Paimpol	PERSON	Annaïk	Conseillère à la Mairie, Chargée des violences intra familiales et de l'égalité homme-femme
Ville de Savigny-le-Temple	COSTES	Tamara	Chargée des relations internationales
Ville de Suresnes	PARA	Eléonore	Chargée de projet RH et dialogue social
Ville de Tours	AMIRAULT-DEISS	Marie-Bernard	Directrice des Relations internationales et de la Coopération décentralisée chez Ville de Tours
Ville de Tours	CUVIER	Marie-Pierre	Conseillère déléguée aux droits des femmes et à la lutte contre les discriminations
Ville de Tours	POIGNET	Victoire	Étudiante Stagiaire
Ville de Tours	SIVIGNY	Aude	Chargée de projets européens et de coopération internationale, Direction des Relations Internationales et de la Coopération Décentralisée
Ville de Tours	PEREIRA-NUNES	Élise	Présidente du groupe de travail Genre de Cités Unies France , Maire-Adjointe déléguée aux relations internationales, aux réseaux des villes, aux jumelages et à la francophonie
Ville de Valence	DALLARD	Laurence	Conseillère Municipale Déléguée Egalité Femmes/Hommes, lutte contre les dicriminations, Conditions de travail et Santé au
Ville de Vichy	JALLET	Éric	Conseiller municipal
Ville d'Épinay-sur-Seine	EMOND	Emilie	Responsable des Relations Internationales
Ville d'Épinay-sur-Seine	MENAA	Hamida	Collaboratrice
Ville d'Issy-les-Moulineaux	MILLON	Morgane	Directrice-Adjointe du Rayonnement Local et International

Excusés :

Organisme	NOM	Prénom	Poste
Conseil Départemental de l'Isère	BARBIER	Jean-Pierre	Président
Conseil Départemental de la Vienne	PICHON	Alain	Président
Conseil Départemental de Seine-et-Marne	SEPTIERS	Patrick	Président
Haute-Savoie	SADDIER	Martial	Député
Métropole de Nice Côte d'Azur	MASSABO	Bernard	Secrétaire Général Réseau des Villes
Montpellier Méditerranée Métropole	DELAFOSSÉ	Michaël	Président
Rennes Ville et Métropole	BOUKHENOUDA	Flavie	Adjointe à la Maire
Saint-Doulchard	BOUDET	Richard	Maire
Vienne	BELIN	Bruno	Sénateur/Conseiller départemental
Ville de Guyancourt	MORTON	François	Maire
Ville de Lunéville	PAILLARD	Catherine	Maire
Ville de Saint Die des Vosges	VALENCE	David	Maire
Ville de Saint-Malo/Agglomération	LURTON	Gilles	Maire/Président
Ville de Strasbourg	BARSEGHIAN	Jeanne	Maire
Ville de Toulouse	DARDELET	Jean-Claude	Adjoint au Maire
Ville d'Ollioules/Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur	BENEVENTI	Robert	Maire/Conseiller
Conseil Départemental des Alpes-Maritimes	GINESY	Charles-Ange	Président
Conseil Départemental de l'Eure	LEHONGRE	Pascal	Président
Conseil Départemental de la Nièvre	LASSUS	Alain	Président
Ville de Grenoble	PIOLLE	Éric	Maire
Collectivité Territoriale de la Martinique	CAROLE	Francis	Conseiller exécutif Affaires sociales/Santé/Solidarité